CICR

Bien que la **situation** dans les provinces du **Nord** et du **Sud-Kivu** soit relativement stable depuis quelques jours, des **a**
ctes
de
banditisme
ou de
justice populaire
, ainsi que des
tensions
entre
communautés ethniques
dans certaines zones, favorisent l'émergence d'un
climat d'inquiétude
et de crainte au sein de la population. Partout, des milliers de personnes – résidents et déplacés – dans les deux provinces du Kivu survivent dans des conditions très précaires.

« Le sort des civils dans l'est de la RDC et leur besoin immédiat de sécurité ne doivent pas être oubliés dans les pourparlers en cours. Cette population, déjà frappée par des années de conflits et de violence, vit aujourd'hui dans une incertitude grandissante. Elle a droit à être respectée et protégée », déclare Franz Rauchenstein, chef de la délégation du CICR en République démocratique du Congo.

« Pour nous, il est primordial de pouvoir continuer à visiter les personnes détenues en lien avec les conflits dans l'est de la RDC, à évacuer les blessés de guerre et à leur prodiguer des soins, à porter assistance aux personnes déplacées et aux plus vulnérables d'entre elles, ainsi qu'à rechercher les proches d'enfants qui se sont retrouvés séparés de leurs familles », ajoute M. Rauchenstein.

Les équipes du CICR, avec les volontaires de la Croix-Rouge de la RDC, sont actuellement à l'œuvre à Sake, localité située à l'ouest de Goma, mais également dans la zone de Masisi-Centre (Nord-Kivu) et à Minova (Sud-Kivu). Elles redoublent d'efforts pour fournir une assistance alimentaire d'urgence à près de 90 000 personnes. Certains des bénéficiaires reçoivent également des articles de première nécessité, tels que casseroles, vêtements, couvertures et bâches. En pleine saison des pluies, ces distributions massives de biens ne se font pas sans difficulté.

« C'est la deuxième fois que nous sommes déplacés, explique Kahindo, une jeune fille de 16 ans, lors d'une distribution organisée sur le terrain de football d'une école de Kimoka (un quartier de Sake), en faveur de plus de 45 000 personnes. La première fois, nous avons fui avec nos parents, mais cette fois nous avons été surpris par les combats. Nos parents qui étaient allés aux champs, ont été tués, et moi je me suis enfuie avec mes petits frères. »

Sur le terrain, les délégués du CICR s'entretiennent avec des personnes qui ont subi des violences au cours des dernières semaines, afin de leur porter assistance. Le travail des délégués consiste également à consigner des cas de violation du droit international humanitaire. Comme dans tous les pays où il travaille, le CICR communique ces informations de manière confidentielle et bilatérale aux forces ou aux groupes armés concernés. Le but ultime est d'induire des changements de comportement chez les porteurs d'armes envers les civils et les personnes hors de combat.

Depuis le 19 novembre, le CICR a également :

· poursuivi ses démarches afin de pouvoir visiter les personnes arrêtées durant la prise de Goma et toujours détenues à ce jour ;

· opéré plus de 130 blessés de guerre à l'hôpital de N'Dosho et de Katindo à Goma, poursuivi l'évacuation et la prise en charge de blessés de guerre dans le Sud-Kivu et maintenu son soutien matériel et financier aux structures hospitalières de Bukavu ;

· construit des latrines, des douches et remis en état un réservoir et des conduites d'eau dans les camps de déplacés de Minova, de Saïo et de Nyamunyunyi à Bukavu ;

· soutenu l'action de la Croix-Rouge de la RDC, notamment dans le domaine des premiers secours aux blessés et de leur évacuation ;

· enregistré à Goma et Bukavu plus de 350 enfants et réussi, en collaboration avec la Croix-Rouge de la RDC, à réunir plus d'une centaine d'entre eux avec leurs familles.